

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025-4 du 24 février 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Un accord controversé entre le Bangladesh et une entreprise américaine pour l'achat de GNL.
2. **Bangladesh** : La filiale pour les garanties de la Banque Mondiale (MIGA) propose 350 M USD pour couvrir les importations de GNL.
3. **Inde** : 40 GW de projets d'énergie renouvelable peinent à trouver des acheteurs, malgré l'attribution des appels d'offres par les agences gouvernementales.
4. **Inde** : Le ministère des Energies Nouvelles et Renouvelables connaît une hausse importante de son budget pour cette nouvelle année fiscale grâce au programme PM Surya Ghar.
5. **Sri Lanka** : Adani se retire d'un projet éolien d'un milliard USD.
6. **Sri Lanka** : Partenariat entre une entreprise sri-lankaise et indienne sur le parc pétrolier de Trincomalee.
7. **Sri Lanka** : Réduction de la production d'énergie solaire par la CEB.
8. **Pakistan** : Envasement des canaux situés en aval du Barrage de Sukkur.

Transports

9. **Inde** : Le ministre du Transport routier et des autoroutes inaugure le premier « train routier » de l'Inde pour le transport longue distance.

10. **Sri Lanka** : Le service de ferry entre l'Inde et le Sri Lanka pâtit de conditions météorologiques défavorables depuis sa reprise.
11. **Pakistan** : Le groupe chinois ADM annonce un investissement de 600 M USD concernant une usine de montage de voitures électriques doublé d'un réseau de bornes de recharge.
12. **Pakistan** : La ligne maritime entre Karachi et Mongla au Bangladesh reprend après 54 ans d'interruption.
13. **Pakistan** : Hutchison Ports dévoile un plan d'investissement de 1 Md USD pour moderniser les infrastructures portuaires du Pakistan.
14. **Pakistan** : Stratégie de réduction des émissions de carbone de l'opérateur principal du Port de Karachi : Hutchison s'équipe de portiques et d'une flotte de camions électriques.
15. **Pakistan** : Annonce d'un train de fret reliant le Pakistan à l'Asie centrale et à la Russie.

Ville

16. **Inde** : Le Budget de l'Union Indienne 2025-26 met en avant un fonds *Urban Challenge* de 1,2 Md USD et soutient les vendeurs ambulants.

Environnement

17. **Bangladesh** : L'extension d'un accord entre le Bangladesh et une entreprise publique chinoise relance le projet de restauration de la rivière Teesta.
18. **Inde** : L'Inde repousse à nouveau la date limite de respect des normes d'émissions par les centrales thermiques.
19. **Pakistan** : Le comité ad hoc de l'Assemblée nationale approuve le projet de loi sur le climat.
20. **Pakistan** : Création d'un fonds d'investissement mixte pour le climat de la SFI en partenariat avec le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO).

Numérique

21. **Inde** : L'Inde et la France renforcent leur coopération dans l'intelligence artificielle et les sciences numériques après le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle.

Énergie

Bangladesh

Un accord controversé entre le Bangladesh et une entreprise américaine pour l'achat de GNL

Le 24 janvier, la *Bangladesh Investment Development Authority* (BIDA) a signé un accord non contraignant avec la société américaine Argent LNG, pour l'achat de 5 M de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an pour une durée de vingt ans. Petrobangla, la compagnie nationale en charge du gaz et des ressources minérales, qui est généralement responsable de tels accords énergétiques, a affirmé ne pas avoir été informée avant la signature à Washington DC.

Cet accord a suscité de vives critiques au Bangladesh, alors que le gouvernement intérimaire avait affirmé que les contrats énergétiques devaient être attribués par appel d'offres. Dans le cadre de cet engagement, il avait abrogé la loi d'indemnisation, largement utilisée par le gouvernement précédent, qui permettait de conclure des contrats sans appel d'offres. Par ailleurs, Argent LNG ne semble pas encore disposer des infrastructures nécessaires pour exporter du GNL vers le Bangladesh et ne prévoit pas d'être opérationnelle avant 2030, selon l'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA). L'entreprise ferait également face à des difficultés pour obtenir des financements et sécuriser des contrats contraignants.

Pour la BIDA, la signature de cet accord non-contraignant ne représente que la première étape d'un processus nécessitant encore de nombreuses négociations.

Depuis 2018, le Bangladesh aurait dépensé plus de 17 Mds USD pour importer du GNL. En septembre dernier, le montant total des factures impayées s'élevait encore à 1,4 Md USD dans un contexte de crise de liquidités.

[En savoir plus](#)

La filiale pour les garanties de la Banque Mondiale (MIGA) propose 350 M USD pour couvrir les importations de GNL

La Banque mondiale a proposé une garantie de prêt de 350 M USD pour le Bangladesh pour couvrir les importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Le mécanisme proposé par la filiale pour les garanties de la Banque Mondiale (MIGA) offrirait une garantie à 100 % pour les lettres de crédit émises par des banques locales et internationales à Petrobangla, garantissant un accès sécurisé aux approvisionnements en GNL. L'objectif de la facilité est de proposer une structure de fonds de roulement stable et à long terme s'étendant jusqu'à sept ans.

Traditionnellement, le Bangladesh compte sur l'*International Islamic Trade Finance Corporation* (ITFC), une filiale de la Banque islamique de développement, pour financer l'importation de GNL, de fioul et d'engrais chimiques. Pour l'exercice fiscal 2026, le gouvernement prévoit ainsi d'emprunter 2,45 Mds USD auprès de l'ITFC afin d'importer ces produits. La garantie proposée par la Banque mondiale offrirait un taux d'intérêt inférieur et une période de remboursement supérieure par rapport à l'ITFC.

Si cette proposition de la Banque mondiale se limite pour l'instant aux importations de GNL, elle pourrait à terme inclure les importations de pétrole. De plus, la Banque mondiale précise que la facilité pourrait dépasser les 350 M USD, bien que la couverture de la MIGA serait alors réduite.

[En savoir plus](#)

Inde

40 GW de projets d'énergie renouvelable peinent à trouver des acheteurs, malgré l'attribution des appels d'offres par les agences gouvernementales

La réunion de revue du budget du 5 février au ministère des énergies nouvelles et renouvelables a révélé que des projets d'énergie renouvelable pour une capacité totale de 40 GW attribués depuis plus d'un an, ne parviennent pas à être finalisés. Ces projets ont été attribués à des développeurs par les quatre structures publiques chargées de la mise en œuvre du programme de développement des énergies renouvelables, à savoir l'agence SECI et les entreprises NTPC, NHPC et SJVN. Les contrats d'achat (PPA) ou de vente (PSA) de l'électricité produite n'ont pas encore été conclus car aucune société de distribution locale (*discoms*), n'est parvenue à trouver un accord avec les producteurs. Ces contrats non finalisés représenteraient près de la moitié des 94 GW de projets émis par les quatre agences en 2023-24. Or, la règle impose que les PPA soient signés dans un délai de huit mois après l'attribution des projets. En conséquence, une suspension des nouveaux appels d'offres pourrait être envisagée jusqu'à ce que tous les PSA ou PPA soient signés.

Ces retards seraient liés à la baisse continue des coûts des équipements solaires et éoliens, ainsi qu'à la réduction des charges financières, entraînant une diminution constante des coûts de production par unité. Les discoms hésitent donc à signer des contrats à des prix jugés trop élevés. À titre d'exemple, le coût moyen de l'électricité solaire est actuellement de 2,50 INR par kWh, ce qui en fait la source d'énergie la moins chère du pays. Une étude conjointe des think-tanks Teri et de la Climate Policy Initiative (basée aux États-Unis) prévoit par ailleurs une baisse du coût de production de l'électricité solaire à 1,9 INR par unité d'ici 2030.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Le ministère des énergies nouvelles et renouvelables connaît une hausse importante de son budget pour cette nouvelle année fiscale grâce au programme PM Surya Ghar

Publié le 1^{er} février 2025, le budget indien place le ministère des énergies nouvelles et renouvelables en première position des cinq ministères du secteur énergétique, en recevant à la fois la plus grosse allocation et la plus forte augmentation de budget en valeur absolue (+ 859,17 M USD), place habituellement occupée par le ministère de l'électricité. La hausse de l'allocation au MNRE en 2025-26 s'explique principalement par le programme PM Surya Ghar Muft Bijli, ou « programme d'électricité gratuite », lancé le 1^{er} février 2024. Ce programme de soutien à l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture vise à équiper un million de foyers d'ici mars 2025 et 10 millions de foyers au total d'ici mars 2027. Initialement doté de 720,88 M USD pour la

période 2024-25, son budget a été révisé à la hausse à 1,28 Md USD pour cette même période, et il est prévu qu'il atteigne 2,31 Mds USD pour l'année 2025-26. Au rythme actuel, l'objectif d'un million de foyers équipés de panneaux PV en toiture en mars 2025 devrait presque être atteint mais le programme doit poursuivre une montée en charge très rapide pour parvenir à l'objectif fixé pour mars 2027.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Adani se retire d'un projet éolien d'un milliard USD

Adani Green Energy Limited a pris la décision de se retirer d'un ambitieux projet d'énergie renouvelable d'une valeur d'un Md USD au Sri Lanka, visant à installer une capacité éolienne de 484 MW dans les régions de Mannar et Pooneryn. Ce projet avait obtenu la majorité des approbations nécessaires, mais des problèmes environnementaux et juridiques, ainsi que des incertitudes sur le tarif de l'électricité, ont conduit le groupe à abandonner le projet. Ce retrait soulève des préoccupations sur l'attractivité du Sri Lanka pour les investissements étrangers dans le secteur des énergies renouvelables. Le gouvernement sri-lankais devra maintenant rechercher un nouveau partenaire pour réaliser ce projet crucial pour la transition énergétique du pays. Cette situation illustre aussi les défis politiques et économiques liés aux projets d'infrastructure à grande échelle dans un climat d'incertitude.

[En savoir plus](#)

Partenariat entre une entreprise sri-lankaise et indienne sur le parc pétrolier de Trincomalee

Le Sri Lanka a décidé de maintenir son partenariat avec l'Inde pour développer le parc de réservoirs de pétrole de Trincomalee, malgré l'opposition du Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) membre de la coalition au pouvoir. L'accord signé en janvier 2022 entre la Ceylon Petroleum Corporation (CPC) et Lanka IOC (filiale de l'Indian Oil Corporation) vise à moderniser 51 des 99 réservoirs de pétrole d'un parc datant de la Seconde Guerre mondiale. Ce projet, dont l'investissement pourrait atteindre 70 M USD, devait initialement permettre d'améliorer l'infrastructure du pays et générer des devises étrangères. Le développement de ce parc de réservoirs est également lié à la stratégie de renforcement du port de Trincomalee, renforçant ainsi l'économie nationale et l'approvisionnement en pétrole pour les navires.

[En savoir plus](#)

Réduction de la production d'énergie solaire par la CEB

Le Ceylon Electricity Board (CEB) a récemment décidé de réduire la production d'énergie solaire sur le réseau national, en demandant aux producteurs d'électricité de réduire leur production de 50 % entre 11h et 13h. Cette décision a été communiquée verbalement aux producteurs le matin du 16 février 2025, sans préavis écrit, ni disposition dans les contrats d'achat d'électricité pour de telles réductions. La Commission des services publics du Sri Lanka (PUCSL) a réagi en demandant un rapport sur cette mesure, qui a été prise sans consulter le régulateur. Cette situation

survient après une panne d'électricité nationale le 9 février 2025, qui avait été causée par une perturbation dans une sous-station du réseau. Lors de l'incident, plus de 50 % de l'approvisionnement en électricité venait de la production solaire, ce qui a entraîné une faible inertie du réseau et des déconnexions en cascade. En réponse, la CEB a décidé de réduire la production d'énergie solaire dans certaines circonstances pour éviter des risques similaires à l'avenir, mais des inquiétudes demeurent sur la manière dont ces réductions seront décidées et communiquées.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Envasement des canaux situés en aval du Barrage de Sukkur

La direction du barrage de Sukkur a demandé des travaux urgents de désensablement du canal nord-ouest. L'accumulation de limon est à l'origine de zones envasées, ce qui réduit la capacité d'évacuation du barrage, affectant l'irrigation sur 390 000 hectares en majorité sur le territoire du Sind.

[En savoir plus](#)

Transports

Inde

Le ministre du transport routier et des autoroutes inaugure le premier « train routier » de l'Inde pour le transport longue distance

Le ministre des Transports routiers et des autoroutes, Nitin Gadkari, a inauguré le premier « train routier » de l'Inde à Nagpur (Maharashtra). Développée par Volvo Trucks en collaboration avec Delhivery - la plus grande entreprise de logistique et de chaîne d'approvisionnement entièrement intégrée de l'Inde, cette solution de transport innovante s'inscrit dans le Plan directeur national pour la connectivité multimodale *Gati Shakti*. Certifié par le Ministère des Transports routiers et des autoroutes (MoRTH) et l'Automotive Research Association of India (ARAI), le Volvo FM 420 4X2 Road Train devrait circuler entre les hubs Delhivery de Nagpur et Bhiwandi (Maharashtra).

Le « train routier » consiste en une unité tirant plusieurs remorques, augmentant la capacité de fret tout en réduisant les coûts de transport. Le modèle, doté d'une remorque intermédiaire de sept mètres et d'une semi-remorque de 13 mètres de long, offre un volume de fret supérieur de 50 % par rapport aux semi-remorques standard. Ce développement fait suite à l'approbation réglementaire en 2020 du gouvernement concernant l'allongement des véhicules jusqu'à 25,25 mètres.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Le service de ferry entre l'Inde et le Sri Lanka pâtit de conditions météorologiques défavorables depuis sa reprise

Le service de ferry entre l'Inde et le Sri Lanka, relancé en octobre 2023 après 41 ans d'interruption, rencontre des difficultés notables dues à des conditions météorologiques extrêmes. Le ferry, géré par Subham Ferry Services, effectue des trajets entre Nagappattinam (Inde) et Kankesanthurai (Sri Lanka) six jours par semaine, avec des tarifs abordables de 4 500 INR (52 USD) pour un trajet simple. Cependant, des conditions climatiques difficiles, telles que des vents violents et des moussons irrégulières, ont entraîné des interruptions fréquentes du service. Cette situation est exacerbée par le changement climatique, qui rend la navigation plus complexe. Bien que ce service vise à renforcer les liens culturels et économiques entre les deux pays, il sert également à accroître l'influence de l'Inde dans les eaux sri-lankaises tout en facilitant la coopération bilatérale et la surveillance des activités illégales.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Le groupe chinois ADM annonce un investissement de 600 M USD concernant une usine de montage de voitures électriques doublé d'un réseau de bornes de recharge.

Le groupe ADM a annoncé qu'il allait installer prochainement une première usine de montage de véhicules électriques à Karachi pour un investissement de 250 M USD. Cet investissement (qui devrait être complété par deux autres usines) sera couplé avec la mise en place d'un réseau de 3 000 bornes de rechargement électrique dans toutes les provinces du pays pour une valeur totale de 350 M USD. Chaque station de rechargement bénéficiera d'un investissement de 1 M PKR (3 600 USD) du groupe ADM et de 7 M PKR (25 500 USD) d'autres investisseurs privés. Le ministre de l'énergie de la province du Sind, Nasir Hussain indique que la première partie des investissements de bornes électriques sera effectuée dans les zones urbaines et le long des autoroutes de cette province.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La ligne maritime entre Karachi et Mongla au Bangladesh reprend après 54 ans d'interruption

Le premier chargement pakistanais depuis 1971 est arrivé au Bangladesh le 6 février. Il concernait une cargaison de 5 500 tonnes de molasse transportée par un navire immatriculé à Panama. Il sera suivi par deux livraisons de 25 000 tonnes de riz effectuées sous pavillon pakistanais par la « Pakistan National Shipping Corporation (PNSC) ». Les échanges entre les deux pays étaient effectués précédemment par le hub commercial de Dubaï.

[En savoir plus](#)

Hutchison Ports dévoile un plan d'investissement de 1 Md USD pour moderniser les infrastructures portuaires du Pakistan

A l'issue de la rencontre entre M. Andy Tsoi, le directeur général pour la division Moyen-Orient et Afrique de Hutchison Ports et le ministre fédéral des affaires maritimes du Pakistan, M. Andy Tsoi a annoncé de nouveaux investissements portant sur la modernisation du terminal international de conteneurs (KICT) de Karachi et de South Asia Pakistan Terminals Limited (SAPT) avec des technologies d'automatisation avancées pour améliorer l'efficacité opérationnelle de ces terminaux. La première phase de ce plan d'investissement échelonné sur cinq ans représentera 200 M USD d'investissements effectués au cours de l'année 2025. La proposition intègre l'établissement d'un entrepôt semi-automatisé et une participation au financement d'une infrastructure routière qui doit être construite par la province du Sind. Ce dernier investissement permettra d'assurer la fluidité du trafic des conteneurs et de renforcer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement.

[En savoir plus](#)

Stratégie de réduction des émissions de carbone de l'opérateur principal du Port de Karachi : Hutchison s'équipe de portiques et d'une flotte de camions électriques

Hutchison, filiale portuaire d'une société sino-hong-kongaise dont le siège est basé aux îles Vierges s'est équipée en janvier 2025 de portiques électriques à typage caoutchouc (ERTGC) et a commandé 18 camions de 19 tonnes. Elle a reçu une première livraison de six camions électriques de pointe en janvier 2025, son parc sera agrandi avec 12 nouveaux camions électriques et le premier manipulateur électrique de conteneurs vides du Pakistan (e-Energy Handler). Ces achats s'inscrivent dans la stratégie internationale du groupe qui vise la neutralité carbone en 2050.

[En savoir plus](#)

Annnonce d'un train de fret reliant le Pakistan à l'Asie centrale et à la Russie

Le directeur général de Pakistan Railways Freight, M. Sufiyan Sarfaraz Dogar, a annoncé qu'un service international de trains de marchandises vers la Russie devrait commencer ses opérations à partir du 15 mars prochain. Le train de containers de textiles approvisionnera le Turkménistan, le Kazakhstan et la Russie depuis la base logistique de Karachi (port sec de Qassim). L'APTMA, la confédération pakistanaise des producteurs textiles, espère que d'ici 2030, les exportations par train sur ces marchés pourraient atteindre un volume de 50 M USD.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Ville

Inde

Le budget de l'Union Indienne 2025-26 met en avant un fonds Urban Challenge de 1,2 Md USD

Le Budget de l'Union Indienne 2025-26 publié le 1^{er} février donne la priorité au développement urbain, au logement et aux infrastructures pour moderniser les villes et améliorer les conditions de vie en milieu urbain. Une caractéristique clé est la création d'un Fonds *Urban challenge* de 1,2 Md USD, destiné à développer les villes comme des moteurs de croissance économique, d'investir dans les infrastructures urbaines essentielles (eau et assainissement notamment) et les réaménagements urbains créatifs. Ce fonds contribue à la vision de *Viksit Bharat* (Inde Développée).

Le budget inclut également des mesures pour autonomiser les vendeurs ambulants grâce à une version mise à jour du programme PM SVANidhi. Ce programme, qui a déjà bénéficié à plus de 6,8 millions de vendeurs ambulants, offrira désormais des prêts bancaires améliorés et des cartes de crédit liées à UPI avec une limite de 360 USD. Ces mesures visent à augmenter les revenus des vendeurs ambulants et à garantir un accès équitable aux opportunités urbaines.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Environnement

Bangladesh

L'extension d'un accord entre le Bangladesh et une entreprise publique chinoise relance le projet de restauration de la rivière Teesta

Le 29 janvier, le *Bangladesh Water Development Board* (BWDB) et l'entreprise publique chinoise *Power China* ont conclu l'extension d'un protocole d'accord signé en 2016, marquant une avancée significative dans le projet de gestion et de restauration de la rivière Teesta. Dans le cadre de cet accord, *Power China* élaborera une note de concept d'ici décembre, suivie d'une étude de faisabilité prévue pour 2026. Une fois ces étapes complétées, le projet Teesta pourra entrer en phase de mise en œuvre. Il visera principalement à limiter l'érosion des berges, et à stocker l'eau des crues pour une utilisation durant la saison sèche.

La conseillère à l'environnement, Rizwana Hasan, a indiqué que le coût final du projet dépendra des conclusions de l'étude de faisabilité. Toutefois, les premières estimations l'évaluent à environ 1 Md USD. Bien que son financement demeure incertain, le gouvernement intérimaire espère obtenir le soutien de ses partenaires de développement, avec une attention particulière portée à la Chine.

Affluent du Brahmapoutre, la rivière Teesta prend sa source en Inde et traverse l'État du Bengale-Occidental avant d'entrer au Bangladesh. Elle est au cœur de tensions entre les deux pays : le Bangladesh accuse l'Inde de retenir trop d'eau pendant les périodes de sécheresse et de contribuer aux inondations en ouvrant ses barrages

durant la mousson, aggravant ainsi les dégâts en aval, notamment dans les zones agricoles.

Malgré des négociations qui se prolongent depuis des années, aucun accord formel n'a été signé entre New Delhi et Dacca sur le partage des eaux de la Teesta. Face à l'impasse avec l'Inde, le Bangladesh avait conclu ce protocole d'accord non contraignant avec Power China en 2016 afin d'explorer une approche alternative pour la gestion de la rivière. En 2020, Dacca avait proposé à Pékin de soutenir un projet d'environ 1 Md USD baptisé *Teesta River Comprehensive Management and Restoration Project*. Cette initiative n'avait pas été bien accueillie par New Delhi, qui, lors de la rencontre entre Sheikh Hasina et Narendra Modi en 2024, a finalement suggéré d'apporter un soutien financier pour le développement de la rivière. Cependant, l'option indienne semble s'être éloignée à la suite du changement de régime survenu au Bangladesh l'été dernier.

[En savoir plus](#)

Inde

L'Inde repousse à nouveau la date limite de mise en conformité des centrales thermiques aux normes d'émission de dioxyde de soufre (SO₂) et de particules fines

En fin d'année 2024, le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement Climatique (MoEFCC) a publié une notification modifiant les règles de protection de l'environnement, repoussant de trois ans la date limite pour que les centrales thermiques de 20 GW situées près des zones densément peuplées respectent les normes d'émissions de dioxyde de soufre (SO₂) et de particules fines. Les règles de protection de l'environnement avaient déjà été mises à jour en 2017 pour intégrer les normes SO₂, jugées facilement atteignables par ces centrales, car le charbon indien a généralement une teneur en soufre plus faible que celui d'autres pays. Cependant, des questionnements sur la possible mise en œuvre de la technologie de désulfuration des gaz de combustion (FGD), une solution coûteuse, a compliqué l'atteinte des objectifs.

Aucune raison n'a été avancée pour justifier ce report de la date butoir, mais deux rapports ont probablement influencé cette décision. D'une part, la Central Electricity Authority (CEA) a publié des études en 2020 et 2021 remettant en question la nécessité de normes uniformes à travers l'Inde et suggérant une mise en œuvre progressive jusqu'en 2035. D'autre part, en 2024, le NITI Aayog a commandé une étude au CSIR-National Environmental Engineering Research Institute, qui a conclu que les normes SO₂ n'étaient pas essentielles pour améliorer la qualité de l'air en Inde, le focus devant être mis sur les émissions de particules fines.

Par conséquent, bien que la nouvelle échéance soit fixée au 31 décembre 2027, 22 GW de centrales thermiques ont déjà installé des FGD, et 102 GW supplémentaires sont en voie d'installation. L'ONG Prayas (Energy group) craint que ce report incite les centrales à charbon équipées de FGD à ne pas les utiliser pour limiter leurs coûts de production.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Le comité ad hoc de l'Assemblée nationale approuve le projet de loi sur le climat

Le comité permanent sur le changement climatique de l'Assemblée nationale approuve à l'unanimité le projet de loi sur la responsabilité climatique (*Climate Accountability*) présenté en première lecture en novembre 2024. La presse rapporte que le projet de loi -qui n'est pas rendu public- (i) effectue un inventaire des secteurs clés à « impact climatique » qui pourront être intégrés dans le budget de projet de la loi de finance (le PSDP, le *Public Sector Development Program* qui doit se centrer in fine sur le seul budget à impact climatique), (ii) introduit une dimension de budgétisation verte en permettant un suivi des projets la mise en place de subventions ; (iii) établit des normes de responsabilité environnementale à usage des entreprises.

La commission a examiné les propositions budgétaires pour le Programme de développement du secteur public (PSDP) de l'année budgétaire à venir (2025-26, l'année budgétaire commence le 1^{er} juillet).

Plus précisément, le comité a examiné attentivement plusieurs projets. Il a tout d'abord étudié le projet de biosécurité, qui concerne les modifications génétiques, visant à mettre le Pakistan en conformité avec les protocoles mondiaux en matière de biosécurité. Ensuite, il a porté son attention sur le projet de conservation de la biodiversité, dont l'objectif est d'intégrer dans la réglementation pakistanaise le traité des Nations Unies sur la biodiversité marine, dit « Treaty on Biodiversity Beyond National Jurisdiction (BBNJ) ». Le comité a également examiné les programmes de formation au changement climatique destinés aux fonctionnaires et aux cadres des collectivités locales. En outre, il a étudié un projet de recherche visant à trouver des alternatives au brûlis de paille, particulièrement polluant dans la plaine du Pendjab. Enfin, la planification d'une approche plus systématique pour les projets de gestion des déchets a été discutée, s'appuyant sur l'expérience de l'Autorité de développement de la capitale (*Capital Development Authority - CDA*), notamment en matière de collecte et de compostage des déchets.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Création d'un fonds d'investissement mixte pour le climat de la SFI en partenariat avec le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO)

Pour soutenir la transition du Pakistan vers une économie à faibles émissions de carbone d'ici 2030, la Société financière internationale a lancé en partenariat avec le FCDO (*Foreign, Commonwealth & Development Office*) le CIFPAK (*Climate Investment Fund for Pakistan*), un fonds qui est destiné à rassurer les établissements financiers pakistanais dans la mise en place de syndication bancaire grâce à une approche intégrant des financements concessionnels. Le fonds qui servira à mettre en place des mécanismes de financement mixte est capitalisé à 560 M USD (dont 114 M USD de provenance britannique).

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Numérique

Inde

L'Inde et la France renforcent leur coopération dans l'intelligence artificielle et les sciences numériques après le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle

L'Inde et la France ont échangé plusieurs communications officielles détaillant leurs efforts de coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle et des sciences numériques suite au déplacement du Premier ministre indien, Narendra Modi à Paris pour le Sommet pour l'action sur l'Intelligence Artificielle le 11 février 2025. Cet événement a réuni des décideurs politiques, des chercheurs et des représentants de l'industrie pour aborder divers sujets liés à l'intelligence artificielle. Parmi les livrables de cette visite, une lettre d'intention a été signée entre le Département des sciences et technologies indien et l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA) français pour établir le Centre Franco-Indien des Sciences Numériques. Le logo officiel de l'Année de l'Innovation Inde-France 2026 a également été révélé. Les deux pays ont aussi publié une déclaration conjointe définissant un cadre pour garantir que les normes et standards de l'intelligence artificielle soient développés conformément aux valeurs démocratiques.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>